

Sur l'article du Docteur Abdallah Gabsi
« Le processus démocratique : un enjeu collectif »

De manière péremptoire et provocatrice, on pourrait déclarer que de nos jours, il en va de la Démocratie comme du marché. Ce sont deux concepts à la mode, dont les adeptes déclarés sont légion. Mais une approche rigoureuse de leur discours ne tarde pas à les faire apparaître comme les serveurs zélés d'une religion. Il est facile de proclamer un système démocratique ou de l'estampiller comme tel. Pour autant les individus concernés deviennent-ils démocrates convaincus et pratiquants à tout instant ?

De la démocratie comme du marché, ce qui est le plus souvent oublié, voire nié, par ceux-là mêmes qui s'en réclament, c'est la symétrie entre les individus. Et pour cause, car c'est là que se situe la règle la plus difficile à appliquer. Pourquoi donc ne pas la mettre entre parenthèse, tant que l'on peut ?

Le désir magique d'un contexte parfait est légitime. Il reste théorique et éloigné du réel qui lui est peuplé d'individus qui s'améliorent peu. Il est donc plus raisonnable de se référer à un contexte perfectible par l'apprentissage continu de ceux-ci.

Ainsi toute approche rationnelle des deux concepts évoqués mène à une leçon fondamentale : éviter de confondre les moyens et les fins.

L'article du Dr. Gabsi a le grand mérite de préciser d'entrée de jeu, et tout au long de son argumentation sur la caractéristique essentielle du concept de démocratie, qu'il s'agit d'un processus dont les résultats s'apprécient dans la durée. C'est le cas à la fois pour une société en pleine initiation comme une autre que l'on pourra qualifier de « démocratie avancée ». Pour la première, il serait peu sage de s'étonner de la lenteur du processus, pour la seconde, une limitation des droits acquis, voire un retour en arrière, n'est pas impossible. Instauration d'un côté, conservation-consolidation de l'autre ont ceci en commun qu'elles se déterminent par un dialogue ou une négociation permanente entre les diverses composantes de la société, entre celles-ci et les gouvernants. Ceci implique pour ces derniers, un niveau d'information élevé sur l'état d'esprit réel de la population. Durant tout ce temps, il faut, avec constance, veiller à ménager les rapports de forces et préserver la stabilité politique et sociale. Y a-t-il enfin unicité dans la forme d'organisation de la société qui en résulte ?

Comme le rappelle le Dr. Gabsi, une volonté initiale ne suffit pas. Elle doit être pérenne et partagée par la population. L'épreuve de vérité réside dans la capacité du chef de l'Etat à monter que son pouvoir émane du peuple à qui il a obligation de rendre compte de son action.

Il en résulte sans ambiguïté que la démocratie est avant tout le produit d'une gestation interne à la société. Sous cet éclairage, la notion de bonne gouvernance, à laquelle adhère le Dr Gabsi, peut avoir une couleur locale, sans contrevenir aux résultats recherchés par tout un chacun.

Si donc on peut plutôt parler de démocratie ex machina, c'est-à-dire issu de l'intérieur du système, n'est-ce pas par erreur que d'aucuns sont tentés de l'assimiler à un produit d'importation ou d'exportation accepté par ceux à qui il est destiné ? Si ce n'est pas le cas, il est à craindre qu'à terme, les conséquences sur la stabilité apparaissent, dans leur gravité, sans commune mesure avec l'état de l'ordre politique non démocratique antérieur.

Yao Modzinou
DEA de mathématiques
Docteur d'Etat en économie
Secrétaire Général de La Maison de l'Afrique à Toulouse